

Démographie et écologie

Sommes-nous trop?

Rouge n°1901, 7 décembre 2000

Notre planète est-elle trop peuplée? Les équilibres environnementaux et les ressources énergétiques sont-ils en péril? Michel Husson, auteur de "Six milliards sur la planète: sommes-nous trop?", apporte de premières réponses aux défis posés par la démographie.

- Alors, sommes-nous vraiment trop?

Michel Husson - La surpopulation est-elle, sinon la cause des problèmes écologiques, au moins un obstacle majeur à leur résolution? En fait j'y réponds par une autre question: admettons que ce soit vrai, qu'est-ce qu'on doit faire? Obtenir que la population augmente moins vite, voire recule? Mais ce n'est pas possible sans avoir recours à des méthodes barbares (épidémies, génocides, stérilisations forcées, eugénisme, etc.). La population mondiale augmente déjà moins vite, en raison d'un mouvement général de baisse de la fécondité. Dans les pays du Maghreb, par exemple, le nombre moyen d'enfants par femme est tombé de 5 à 7 en 1980 à 2,2 aujourd'hui. On peut difficilement aller plus vite! De plus, ce ralentissement ne conduira à une stabilisation de la population que dans deux ou trois décennies: chaque femme a moins d'enfants, mais la proportion de femmes en âge de procréer demeure très importante. Bref, le scénario plausible est que l'on passe de 6 à 9 milliards d'habitants au milieu du siècle, et qu'ensuite la population mondiale se stabilise, ou même commence à reculer.

- Que proposent les tenants de la surpopulation?

M. Husson - Les plus réactionnaires, surtout aux Etats-Unis, disent que la planète ne peut contenir que 2 ou 3 milliards d'habitants, mais ils ne disent pas comment on arrive à diviser la population par deux. Dans son dernier livre, "le Rapport Lugano", Susan George pose exactement cette question et imagine les réponses forcément cyniques, et forcément barbares, de technocrates cohérents. Sans aller jusqu'à cette extrémité, le discours sur la population est implicitement discriminatoire à l'égard de ceux qui font trop d'enfants. La seule méthode humaniste pour obtenir une stabilisation à terme de la population consiste, plutôt que cet eugénisme socio-ethnique, à diffuser le progrès économique et social: stabiliser les revenus de l'agriculture traditionnelle, favoriser l'éducation et l'autonomie des femmes. Une évolution sociologique comme le recul de l'âge du mariage est par exemple un facteur décisif de baisse de la fécondité. En sens inverse, on voit que les seuls pays qui ne sont pas engagés dans la transition démographique, où la fécondité reste très élevée, sont les pays les plus pauvres. Il faut donc renverser la perspective et adopter une logique d'hospitalité, pour se demander comment accueillir au mieux la population supplémentaire que l'on peut raisonnablement prévoir.

- Cet afflux de population est-il écologiquement soutenable?

M. Husson - C'est évidemment la grande question. Prenons par exemple l'effet de serre. Le volume total de CO₂ émis est le produit de trois éléments: le nombre d'habitants sur la planète, la production par tête, la quantité d'énergie polluante par unité de production. Si l'augmentation de la population n'est pas compensée par une production plus économe en énergie, il se peut fort bien que l'émission de CO₂ franchisse un seuil irréversible et provoque un déséquilibre écologique entraînant la disparition d'une bonne partie de cette population. C'est un risque réel, qu'on ne peut évacuer au nom d'un scientisme consistant à

dire que les progrès de la technique résoudront tout. Ma démarche est plutôt d'explorer une voie étroite permettant d'accompagner ce dernier demi-siècle de croissance démographique sans faire tout péter. Il s'agit donc de bien identifier les vrais problèmes. Par exemple, il devrait être évident que nous n'en sommes pas revenus au malthusianisme classique où la croissance de la population serait limitée par les disponibilités alimentaires. Il y a des risques d'épuisement des sols et un énorme problème en ce qui concerne l'eau, mais il s'agit plutôt de questions de distribution qu'une limite absolue.

- Et l'énergie?

M. Husson - Si on admet que l'on ne peut pas jouer sur la population, il faut ralentir ou baisser la consommation par tête. Mais je pense que les gains possibles sont relativement limités, parce que le développement nécessite une croissance matérielle: on ne construit pas des écoles, des routes, des circuits d'adduction d'eau, sans dépenser de l'énergie. On pourrait exiger des pays riches qu'ils adoptent un modèle de croissance plus frugal, mais ce n'est pas forcément à la hauteur du problème. Quand on regarde les projections de consommation d'énergie sur les 50 ans à venir, l'augmentation globale a surtout lieu dans les pays du Sud et les éventuelles économies réalisées au Nord ne font pas le compte. Il me semble que, dans ces conditions, la seule perspective rationnelle consiste en un programme massif de transfert, du Nord vers le Sud, des techniques de production d'énergie peu polluantes. L'exemple de la Chine, où la croissance a pourtant été très rapide au cours des deux dernières décennies, montre qu'il existe d'importantes marges de manoeuvre, dans la mesure où la consommation d'énergie a augmenté mais dans une proportion bien moindre que le produit national. Cela suppose une forme de coopération et même, osons le mot, de planification au niveau planétaire. C'est évidemment à l'opposé des conceptions libérales, mais c'est à mon sens la seule méthode qui permette d'éviter les ajustements régressifs, par exemple le blocage de la croissance des pays du Sud au nom de l'environnement, ou le recours incontrôlé à des sources d'énergie très polluantes mais plutôt bon marché comme le charbon.

- Les permis de polluer ou les écotaxes ne sont donc pas des outils possibles?

M. Husson - Il faut les situer par rapport à un enjeu théorique fondamental, bien résumé par ce slogan remarquable qui proclame que "le monde n'est pas une marchandise". Il frappe juste, parce que la logique profonde de l'économie dominante repose précisément sur une confiance aveugle placée dans les mécanismes marchands. Ce qu'il y a de particulier dans la question environnementale, c'est que rejeter des déchets ou épuiser les ressources naturelles ne coûte rien à l'opérateur privé. Il y a externalité, comme disent les économistes, en ce sens que le coût est supporté ailleurs. La manière de s'en sortir semble donc évidente: il faut mettre du prix à ce qui n'en a pas, instaurer un mécanisme marchand là où il n'existait pas. C'est l'écotaxe ou encore le marché des droits à polluer, une solution particulièrement absurde, puisqu'elle va permettre aux pays riches d'acheter aux pays pauvres des droits à polluer et faire l'inverse de ce qu'il faudrait faire, autrement dit donner les moyens aux pays pauvres de se développer sans trop polluer. La redistribution devrait donc aller en sens inverse. Le fait que ce type de propositions soit repris par des écologistes pose un énorme problème, qui est l'existence du paradigme écologique.

- De quoi s'agit-il?

M. Husson - La question est de savoir si la question écologique change ou non la manière de poser les questions sociales. Mon point de vue consiste à dire: s'il s'agit seulement de qualité de vie, de picotements dans les yeux et d'esthétique urbaine, alors l'écologie n'existe pas en tant que telle. C'est une aspiration parmi d'autres, qui n'est pas d'une nature différente par exemple de la volonté de lutter pour des conditions de travail décentes. Si l'écologie introduit une dimension supplémentaire, c'est dans la mesure où la possibilité même de la vie sur terre est mise en cause. Je pense que c'est le cas et qu'il existe donc un paradigme écologique, autrement dit un type de problèmes à résoudre, de menaces à

écarter, qui sont d'une autre nature (et d'une autre portée) que d'autres questions sociales, par exemple l'urbanisme. Mais il faut alors être cohérent: si cette spécificité de la question écologique existe, alors elle relève d'autres instruments que ceux qui consistent à créer des pseudo-marchés. Une écotaxe n'est pas un mal absolu, et même les marchés de permis à polluer peuvent être légitimes sur des domaines très spécifiques. Ils ont pas mal fonctionné dans le cas des CFC (chlorofluorocarbones) responsables du trou dans la couche d'ozone, dont les émissions ont été réduites de plus de 70%. Dans ce cas d'espèce, l'existence de substituts rentables a bien aidé. Mais dès qu'il s'agit de questions comme l'effet de serre, il me semble aujourd'hui que l'on ne peut être écologiste de manière cohérente sans une bonne dose d'anticapitalisme.

- Alors, le socialisme résoudra tout?

M. Husson - Il ne s'agit pas de dire que la révolution socialiste est le préalable absolu à toute politique écologique. Il faut éviter le piège du réalisme gouvernemental des Verts, qui consiste à proposer des aménagements marginaux, et parfaitement inefficaces, du capitalisme. Cet hyperréalisme qui consiste à faire comme si quelques francs sur le litre du gazole définissaient une politique alternative, est un abandon. Il faut au contraire privilégier tout ce qui est contrôle sur les agissements du capital, édicton de normes, d'interdits et de sanctions. C'est d'ailleurs vers ces solutions que l'on se tourne concrètement. Dans le cas de "l'Erika", l'issue logique est de durcir la réglementation, pas de mettre en place une écotaxe! Sur le prix du pétrole, par exemple, la hausse récente a balayé tout ce que les Verts avaient réussi à obtenir. Pourquoi? Parce qu'aucune politique alternative de transports n'a été esquissée concrètement. On ne pouvait donc se prévaloir de rien pour justifier la hausse du prix du pétrole.

L'anticapitalisme dont il est question ici est modeste, mais ferme: ce à quoi il faut s'attaquer, c'est la revendication d'une totale liberté du capital. Cela suppose de l'intervention publique, des subventions à des programmes alternatifs, bref, tout ce que déteste ce capitalisme radical de fin de siècle. C'est aussi à cette condition que le combat écologique peut contribuer à refonder un projet socialiste qui ne saurait évidemment exister indépendamment des aspirations et des mobilisations.

Propos recueillis par Marianne Pinguet

- Michel Husson, "Six milliards sur la planète: sommes-nous trop?", éditions Textuel, 160 p., 110 F.

Retraites et migrations

Le débat récent sur les retraites a réintroduit la question démographique, puisque la proportion retraités/actifs est appelée à augmenter et à peser sur les systèmes de retraite. Parmi les variables d'ajustement figure l'immigration, qui permet de contrecarrer cette évolution. La division Population de l'Onu a récemment fait un exercice consistant à calculer combien il faudrait d'immigrés pour maintenir la proportion actuelle entre actifs et retraités. Pour l'Union européenne, on obtient le chiffre étonnant d'un peu plus de 100 millions cumulés sur les 30 ans à venir: c'est évidemment considérable, puisque la population est aujourd'hui de 280 millions de personnes. Ce genre d'exercice a au moins l'avantage de dédramatiser le discours sur l'immigration que certains secteurs de la droite et du patronat envisagent comme un recours possible. La vraie question va être de savoir si l'immigration va servir à approfondir encore plus la fragmentation du marché du travail. C'est un enjeu des luttes sociales à venir, et c'est dans l'immédiat une justification supplémentaire pour la régularisation intégrale: celle-ci est en effet le moyen de réduire la main-d'oeuvre clandestine, qui vient peser sur les conditions de travail de l'ensemble.